

## **LUX'09 - Atelier 7 - Capitalisation Fontenay sous Bois 18 et 19/11/08 – Etape Régionale n°4**

Alain Laurent - 27/01/09

Texte réalisé sur la base des écrits de Jean-Philippe Gautrais, Françoise Hutinet, Gérard Logié et bien sûr Martine Théveniaut, et par analyse de plusieurs sites internet.

Thème : **Comment la participation active de Franciliens aux projets de services collectifs, locaux et régionaux, peut-elle contribuer à la cohésion sociale et au bien-être de tous ?**

Date : 18 et 19 novembre 2008

Référents : Christine Bourdel (Collectif EQUITESS), Laurence Hugues (Conseil Régional Ile de France), Gérard Logié (ADELS).



### **| Equitess, qu'est-ce que c'est ?**

Equité territoire d'économie sociale et solidaire

*Un regroupement d'association pour redynamiser le centre commercial des Larris à Fontenay sous bois en créant un pôle d'activités de l'économie solidaire complémentaire aux activités commerciales classiques*

Mots clés :

Démarche sociopolitique ; Dynamique collective volontaire ; Pluralité économique ;

Nature :

Un collectif dynamique et volontaire formé d'habitants partant d'une situation de dévitalisation socio-économique d'un quartier de Fontenay sous Bois - un centre commercial en perte d'activités – pour développer des activités commerciales nouvelles à deux objectifs :

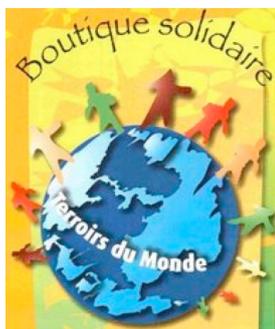
- ▶ Renforcer l'activité commerciale du quartier ;
- ▶ Faire de cette activité commerciale le support d'une réappropriation d'un espace public, « lieu d'accès aux biens de consommation et lieu de convivialité et non plus perçu comme un lieu vide ou à moitié plein » (Françoise Hutinet, 18/11/2008)

Objectif :

La redynamisation du centre commercial des Larris à Fontenay sous bois en un pôle d'activités de l'économie solidaire en complémentarité avec des activités du commerce classique.

## | Composition du collectif Equitess :

Extraits de sites internet



Créée en 2003 par des habitants du quartier des Larris et des ses environs, l'association Terroirs du Monde a pour objectif la création et l'entretien de liens sociaux dans la ville de Fontenay-sous-Bois. L'association a consolidé ses activités avec l'inauguration de la boutique de produits du commerce équitable, en octobre 2004. Le but était alors de démocratiser le commerce équitable et dans le même temps de développer une activité dans le centre commercial des Larris.

---



Créée en 2002, l'association Kaloumba fabrique des jeux du monde avec des matériaux récupérés et organise des animations ludiques et des ateliers de fabrication de jeux, pour tous les publics. Le but de l'association est: -de développer le jeu comme outil culturel, social et éducatif. -de découvrir les jeux du monde, les fabriquer et jouer avec le plus de monde possible.

(site internet <http://kaloumba.com/>)

---



Macondo est un restaurant associatif qui propose des menus inspirés des pays d'Amérique du Sud, cuisinés avec des produits du commerce équitable. Ce restaurant, porté par le collectif associatif Equitess, est implanté dans le centre commercial des Larris à Fontenay-sous-Bois.

Peu à peu déserté par les enseignes classiques, ce dernier contribue à redonner vie à ce quartier à travers des animations ouvertes sur le monde.

(<http://old.atelier-idf.org/crearif/laureats-crearif-2008/macondo-laureat-crearif-2008/>)

Macondo a été Lauréat 2008 de CréaRiF, convention d'affaires pour des porteurs de projets dans l'économie sociale et solidaire.

---



L'association Nuevo Concepto Latino a pour but de promouvoir la culture latino américaine à travers des concerts, expositions, soirées à thèmes, voyages équitables et solidaires, et, soutenir des projets de développement durable (Nord/Sud) afin de favoriser l'insertion socioculturelle.

Elle a rejoint le collectif Equitess en signant son manifeste (voir annexe), et, par la même, est devenu membre et acteur de ce collectif dont l'association a pour but de valoriser la démarche participative des habitants et des acteurs locaux dans la construction d'un pôle d'activités liées à l'économie solidaire au coeur du centre commercial des Larris à Fontenay sous Bois. L'objectif majeur du collectif est de renforcer la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire fontenaysien. (site de l'association)

---



LE RIP (Résister Insister Persister) est une association socio-culturelle, pédagogique, humanitaire et sportive. Elle a vu le jour en 1998 dans les cages d'escaliers, les halls et les parkings de Val de Fontenay. Au départ, elle rassemblait principalement des amis d'enfance, une dizaine de jeunes (entre 17 et 18 ans) qui souhaitaient avant tout diffuser leur message à travers la musique. Cependant, après deux années d'existence, les membres du RIP prennent conscience d'une réalité sociale très déséquilibrée. La musique ne suffisait plus... Pour être cohérent, le RIP décide de s'ouvrir au potentiel énorme qui l'entoure dans des domaines très différents (humanitaire, sport, social, éducation...). «Maintenant, on dit ce qu'on pense, et surtout, on fait ce qu'on dit.» Cet équilibre devient la philosophie et la ligne de conduite de l'association. Un rassemblement d'énergies au service d'un objectif commun: la lutte contre le racisme et l'exclusion, en faveur de la solidarité et du respect des autres.

---

J'en Zay en vie : appropriation de l'espace public

---



Fin 2005 Sokona Niakhaté, une jeune créatrice de mode franco-africaine, habitante du quartier des Larris à Fontenay sous-Bois, décide de créer une structure pour accompagner de jeunes artistes dont la situation socio-géographique ne permet pas au départ d'intégrer les réseaux de leur domaines respectifs. Parallèlement, inspirée par son parcours personnel, elle donne comme orientation principale à Niaso Event de prouver que la double culture représente une richesse et non un handicap.

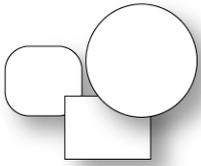
Niaso Event est une association dont le but est la promotion de la diversité culturelle par le biais d'événements tels que des expositions, des défilés de jeunes créateurs, des concerts, des débats, l'organisation d'élections et spectacles culturels de tout genre, afin d'apporter une alternative au quotidien des familles des quartiers dits « sensibles ».

Elle vise par ailleurs à améliorer la cohésion sociale dans ces quartiers tout en créant des ponts entre centre et périphérie, banlieue et centre-ville, Nord et Sud.

L'association composée de membres d'origines diverses vise particulièrement à apporter des repères et des réponses constructives aux questionnements suscités par des appartenances culturelles multiples.

## | Les macros de l'autre économie à l'examen du collectif Equitess

Partie rédigée à partir des interventions dans les ateliers et les plénières, des contenus des sites internet et des textes de capitalisation de l'étape réalisés par Martine Théveniaut.



### ***ANALYSER POUR PASSER DU CONNAITRE AU COMPRENDRE***

- ▶ Mademoiselle NIAKHATE précise que la présence d'un marché est un besoin pour les habitants. Le précédent avait été mis en place en hiver, dans une période assez difficile pour ce genre de commerce.
- ▶ Madame HUTINET travaille également au sein de l'association Jean Zay en vie, où elle côtoie des femmes qui ont envie d'acheter des fruits et légumes à des prix autres que ceux pratiqués à Auchan.  
*(<http://murielle.michon.parti-socialiste.fr/>)*
- ▶ Cette démarche suppose cependant que l'on se dote des lieux et des outils pour identifier ce qu'il est possible de faire au niveau local, ce qui pose problème dans la réalisation d'un objectif ou d'un projet et les moyens que l'on peut se donner pour dépasser collectivement ces blocages et/ou pour imaginer un projet alternatif.  
*(Compte rendu de l'atelier de travail Démocratie - 21/01/2008 – Texte écrit par le Comité d'initiative et de soutien citoyen) –  
([http://www.fontenay-ensemble.fr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=133&Itemid=97](http://www.fontenay-ensemble.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=133&Itemid=97))*
- ▶ La nature du projet porté au quartier de Larris est complexe : il touche au foncier, à l'urbanisme ; il faut avoir des clés de compréhension du projet lui-même, mais aussi de la socio-politique générale dans laquelle il s'inscrit.

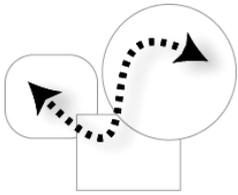
***Tous les chemins de connaissance-compréhension conduisent sans coup férir à organiser des transversalités.***

Le premier chemin de connaissance-compréhension part de l'identification du besoin, du problème, du dysfonctionnement constaté. Constaté ? il vaut mieux pour le projet que ce constat soit partagé. Car sinon il a toutes les chances de s'enfermer et de se distancier. Exactement l'inverse de la nouvelle économie incluante (« l'ESS » pour partie).

Un autre chemin découle de la motivation, des implicites (parfois explicites), de la vision de l'initiateur et de son envie. Dans quelle mesure ce chemin, intime, oriente-t-il la suite des événements ?

Enfin, ce qui est analysé implicitement (le ressenti, l'intuition, l'intime conviction etc.) ou explicitement (les outils, les études, l'expertise « projet » etc.) est orienté par le référentiel mental fédérateur et intégrateur de l'autre économie, où le marchand est une partie et une partie seulement du projet. Car l'ambition est autre et les objectifs en cascade : animer, sensibiliser, former mais aussi agir directement dans le social, le culturel et l'environnement à Fontenay-sous-bois mais aussi à l'international (une caractéristique du collectif Equitess).

Dans les trois cas, l'analyse conduit au décloisonnement. Et donc à la transversalité, ou plutôt aux transversalités. Qu'il faut organiser et, pour cela, s'organiser.



## **ORGANISER PLUSIEURS TRANSVERSALITÉS**

*La participation des habitants permet d'assembler des « composantes de la réponse »*

- ▶ L'objectif des relations entre la ville et le collectif est d'arriver à co-construire, pas seulement autour de la table, mais dans le respect mutuel et le respect de ses engagements par chaque composante de la réponse. « Produire du changement » oblige à faire évoluer les pratiques. Ce n'est pas perçu que positivement ! c'est assez neuf en tous cas. La participation des habitants nécessite une nouvelle approche. Une administration centrale est verticale. Or la transversalité sur un projet est fondamentale pour un projet municipal et pour le développement local du territoire. (Jean-Philippe Gautrais)
- ▶ « C'est la première fois que nous voyons une telle démarche. C'est-à-dire venant de citoyens et pour les citoyens, qui parvient à mobiliser un partenariat interinstitutionnel sur un projet à finalités sociales, politiques, économiques et culturelles, s'affichant dans le champ de l'économie solidaire », s'enthousiasme Christian Tytgat, du Réseau 21.  
(<http://www.politis.fr/lils-prennent-leur-quartier,1471.html>)

*Le passage de l'assemblage des individus à l'assemblage des projets est la suite logique car les réponses isolées sont trop faibles*

- ▶ L'adhésion repose sur un objectif commun, chacun avec ses propres outils qui sont différents. Le Collectif n'existerait pas sans chaque projet qui existe par lui-même. Les associations aident le Collectif et le Collectif aide les associations.
- ▶ On prend, mais on apporte aussi : des expériences et tout un relationnel dans notre domaine, et dans le quartier. Ça démultiplie les interactions entre nos projets respectifs.

*D'autres « composantes de la réponse », les institutions, doivent, idéalement, refléter la transversalité de la participation et des thèmes*

- ▶ Il faut une transversalité dans l'approche, d'où la définition de sa délégation [celle de Jean-Philippe Gautrais, adjoint au maire de Fontenay sous Bois, en charge de l'habitat et du développement durable des quartiers] : habitat et développement durable des quartiers, plutôt que l'économie solidaire et la proximité : ce qui inclut le logement, les questions énergétiques avec un espace de dialogue qui réunit des bailleurs (depuis 6 ans) sur les critères d'attribution, les relations partenariales, le prix des loyers... C'est aussi les commerces de proximité, l'insécurité, l'exercice de la fonction d'employeurs de la municipalité dans un contexte de casse du service public, etc.
- ▶ Des élus soutiennent les commerces de proximité, qui ne se le disaient pas avant. Les avancées se font par et dans l'action, avec la réflexion et la théorie. Permettant à des acteurs politiques et à des techniciens de s'entendre autour de concepts communs. Cette entrée intersectorielle est novatrice pour un fonctionnement institutionnel qui ne soit pas vertical.

***La transversalité est un terme technique qui rend abstraites des évolutions majeures, comme le décloisonnement et la prise en compte – réelle – de la pluralité***

La nécessaire participation des habitants ouvre de facto à tous les sujets. Qui dit « habitant » dit aussi « paroles », « actes », « participation », pour peu que cette dernière ne soit ni d'apparence ni instrumentalisée, et « libre parole ». C'est le premier décloisonnement induit par la prise en compte de la transversalité. Celui issu de la pluralité des personnes.

La prise en compte de la diversité induit celle des acteurs et de leurs logiques. L'état des lieux puis l'analyse de la situation, du contexte, conduit à caractériser le paysage d'acteurs : qui peut quoi ? qui interfère avec qui et selon quelles modalités ? C'est le deuxième décloisonnement, induit par la pluralité des logiques d'acteurs.

Le découpage vertical de l'administration et des pouvoirs en général (économique, politique) rend vaine toute tentative de prise en charge correcte des projets composites de la nouvelle économie. Se pose donc inévitablement la question des statuts des missions de service publique et de leur « horizontalité ». Cette question est cruciale puisque c'est par elle – la régulation – que se boucle le cycle expérimentation-théorisation-diffusion-régulation de toute dynamique de changement.

A tout seigneur tout honneur : la nouvelle gouvernance de la nouvelle entreprise de la nouvelle économie passe par son statut.

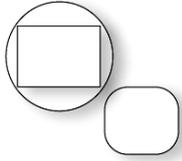
On ne peut imaginer que la composition des CA des entreprises ainsi que les modalités de circulation des informations financières restent en l'état. Réduire la crise 2007-2008 et ses conséquences à un simple dysfonctionnement du système est inconcevable.

On ne peut imaginer non plus que l'ouverture des CA à la pluralité des intérêts - salariés administrateurs, puissance publique et actionnaires (s'il y en a) - et l'organisation de contre-pouvoirs suffisent. Le propos de la nouvelle économie ne se réduit pas, même si c'est essentiel, à caler la stratégie d'une entreprise sur des choix autres que des choix financiers.

« Localement une fois l'étape de consolidation des projets menée, on pourrait envisager un statut juridique approprié dans le cadre de notre volonté d'une démocratisation économique, une forme coopérative associant institutions et population dans la gestion du centre commercial et du quartier. »

C'est la troisième voie, indiquée par Françoise Hutinet, la présidente d'Equitess. Il s'agit d'instaurer un contrôle social des activités des moteurs économiques que sont les entreprises. Ce contrôle pourrait se situer à deux niveaux : l'organisation d'une forme de gestion coopérative et, parallèlement, l'organisation d'une intermédiation entre le public et les entreprises au nom d'intérêt sociaux, sociétaux et environnementaux (cette intermédiation est aujourd'hui captée par l'industrie financière et la pensée unique des taux de croissance, si possible à deux chiffres). Le premier opérationnalisant le second qui, en retour, faciliterait les évolutions de statut nécessaires. De fait, la transversalité conduit à prendre à bras le corps la question de la pluralité des intérêts au sein d'un, ou plusieurs, statut du projet entrepreneurial de la nouvelle économie.

Reste qu'organiser les transversalités oblige à trois choses : organiser des mosaïques, organiser des mots, organiser des compétences.



## **ORGANISER DES MOSAÏQUES, DES MOTS, DES COMPÉTENCES**

### **Les mosaïques**

#### **La mosaïque des gens**

Des organisations de la société civile qui portent un projet, ça pose la question à chacun de déterminer quelle est sa juste place. Ça crée des obligations de résultat pour chacun.

#### **La mosaïque des entités**

##### ▶ *S'organiser à l'échelle d'un regroupement*

En 2006, sept associations locales - Kaloumba (jeux du monde), Niaso Event (culture et textiles du monde), Terroirs du Monde (commerce équitable), RIP - Résister, Insister, Persister (musique, sport), J'en Zay en vie (appropriation de l'espace public), Montevideo (restaurant et commerce équitable) et Nuevo Concepto Latino (culture latino-américaine) - choisissent ainsi de se regrouper sous le statut associatif. Le « collectif Equitess » n'est pas seulement « porteur de sens et de crédibilité politique », explique Jean-Philippe Gautrais ; il offre également aux porteurs de projet un accompagnement et des possibilités de formation.

(<http://www.econokoi.org/equitess>)

##### ▶ Ainsi, l'expérience « Jean Zay en vie » a suscité un véritable fourmillement d'idées et de propositions dans le quartier. Quant au quartier des Larris, les associations engagées dans le projet Equitess se sont inscrites dans une démarche de co-construction avec la puissance publique. Dans les deux cas, cette latitude laissée à un mode d'intervention horizontale, sur le terrain, a permis à une partie des habitants de se réapproprier un espace public de proximité.

(Compte rendu de l'atelier de travail Démocratie - 21/01/2008 – Texte écrit par le Comité d'initiative et de soutien citoyen) – ([http://www.fontenay-ensemble.fr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=133&Itemid=97](http://www.fontenay-ensemble.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=133&Itemid=97))

##### ▶ Le collectif Equitess depuis son origine a appliqué ces modes de négociations [*de nouvelles formes de négociation collective incluant partenaires sociaux, élus et représentants associatifs*] avec les financeurs potentiels, à travers la convention d'expérimentation d'intérêt régional avec le Conseil Régional d'Ile de France, le Département du Val de Marne dans le cadre du maillage des territoires par des entreprises de proximité, l'Etat dans le cadre du dispositif « Territoire et emploi », la Ville dans le soutien la première année d'une équipe salariée pour le portage du projet, les fondations (La Fondation de France sur le dispositif « Initiatives solidaires et création d'emploi », la Fondation Agir pour l'emploi de EDF, la Fondation RATP dans le soutien à l'investissement du restaurant Macondo).

(<http://equitess.blogspot.com/>)

#### **La mosaïque des échelles**

##### ▶ Il faut des gens pour cultiver les relations aux différentes échelles, comprendre le langage, on n'en a pas le temps.

##### ▶ M-Jo Dorasario (?) explique la convergence de sa délégation avec celle de Sokona. Elle souhaite aider à monter de bons projets, apporter une aide à l'écriture des projets, un appui aux démarches nécessaires pour les inscrire dans le jeu complexe de relations institutionnelles impliquant l'Etat, la Région, le département et la commune.

(CR atelier 5, Gérard Logié)

##### ▶ Visite projet 10B – Jim Murphy à Equitess au Val de Fontenay : Vendredi 7 mars dernier, le Ministre britannique pour l'Europe, M. Jim Murphy, était Paris pour un entretien avec son

homologue, M. Jouyet. M. Murphy a profité de son déplacement pour voir quelques associations à Fontenay sous Bois dans la matinée, dont quelques unes ont été financées dans le cadre de la sous-mesure 10B de l'objectif 3 du FSE en France.

<http://ukinfrance.fco.gov.uk/fr/working-with-france/europe-eco-mondiale/eu-news-euday/eu-news-murphy-mars08>

- ▶ Christelle Bourdel : Les voyages de jeunes au Sénégal les désorientent : ils découvrent que les problèmes liés à l'eau, à la santé, à l'éducation ne peuvent trouver de réponses à leur niveau et sans doute pas non plus au niveau de la coopération décentralisée. Entre quartier, ville, département, région, pays et Europe il faut trouver les maillages.

(CR atelier 5, Gérard Logié)

### *La mosaïque des temps*

- ▶ Il ne suffit pas d'avoir des idées généreuses et de la bonne volonté. Concrétiser le pôle va demander du temps, de l'argent, de l'expertise, de la persuasion pour mobiliser les différentes collectivités territoriales.

(Université de Marne-la-Vallée, LES INFOS, n°11, juin 2007)

- ▶ Pour éviter un effet « soufflé » nous nous devons de montrer des signes forts pour mettre en lumière notre réelle envie de nous investir sur ce projet à long terme et ainsi éviter une baisse d'investissement de la part de la population locale.

(Projet Algérie mené par l'association RIP, texte du projet)

### *Les mots*

- ▶ Il [*le collectif Equitess*] est à même de tenir le bon langage aux bons niveaux pour faire avancer les dossiers.
- ▶ Vincent Louis de l'Association Kaloumba, membre du Collectif Equitess évoque la terminologie et le poids des cultures techniques sur les projets. Ce n'est pas forcément de l'intérieur d'un projet qu'on en parle le mieux. À Equitess, on essaye, on apprend à maîtriser les termes techniques pour les demandes de financement. Pour être écouté de tel milieu, il faut tel terme.
- ▶ Christelle Bourdel témoigne alors à partir de son engagement professionnel dans le projet de solidarité jeunesse du 94 (un autre monde). Elle signale que l'étape de sensibilisation est essentielle tant ici- que là-bas.

### *Les compétences*

*Se professionnaliser pour être durable : pour soi mais aussi pour les autres. Question d'éthique.*

- ▶ Une mission d'expertise externe et d'accompagnement a été souhaitée par Terroirs du monde pour asseoir solidement son projet pour « donner de la crédibilité au projet auprès des politiques publiques, des élus et des financeurs potentiels ; favoriser l'accompagnement du projet, faciliter la participation d'autres structures du quartier ; faire émerger de nouveaux projets qui pourraient intégrer le Collectif Equitess ». Elle se déroule de septembre 2005 à novembre 2006 et comporte trois volets : soutien méthodologique et animation confié à l'ADSP, analyse socio économique au CRIDA, soutien juridique et financier au Réseau 21.
- ▶ Depuis Mai 2007, nous avons fait reconnaître la nécessité de professionnaliser la structure pour porter, accompagner et consolider les porteurs de projets et de garantir un travail d'ingénierie socioéconomique permettant le renforcement de la dynamique collective et une réalisation pérenne du projet.

(<http://equitess.blogspot.com/2008/11/perspectives-du-collectif-equitess.html>)

### *La recherche d'une viabilité économique au-delà de la phase subventionnée.*

- ▶ Aujourd'hui l'outil qu'ils ont en main est le moyen par lequel les responsables de Kaloumba entendent maintenir la dimension sociale de leur projet, tout en espérant en vivre, quand le contrat aidé s'arrêtera, voire augmenter leur nombre si le volume d'activité le permet. « On croit au fil des rencontres et au rythme des personnes qui s'agrègent. »
- ▶ Cette semaine verra les derniers conseils municipaux avant la trêve estivale. Le contexte des élections municipales qui arrivent désormais très vite, 6 mois à partir de la rentrée de septembre, rend d'ores et déjà ces derniers conseils particulièrement critiques. Le conseil municipal de Fontenay de jeudi soir (20H30) traitera ainsi entre autre de 3 dossiers « chauds » pour des raisons différentes: Equitess, Sadev, Mosquée
  - Le dossier « Equitess » qui vise à pérenniser un commerce équitable au coeur de l'ensemble des Larris demande une subvention de 15000€ (<http://www.mdcva.fontenay-sous-bois.fr/spip.php?article276>). Si le but de l'opération est louable et que nous le soutenons, la validité économique du projet reste à prouver et fera l'objet de débat.  
(<http://dd2007.parti-socialiste.fr/2007/06/26/un-conseil-municipal-important-a-fontenay-equitess-sadev-mosquee/>)
- ▶ La FAPE (Fondation Agir Pour l'Emploi) participe au financement de l'aménagement des locaux du collectif EQUITESS mis en place pour conduire le projet global d'urbanisme des Larris et apporter un accompagnement social, technique et financier aux nouvelles associations solidaire.  
(<http://www.webfape.net/spip.php?page=projet&zone=1&number=undefined&bType1=0&bType2=0&bType3=0&year=undefined&pg=3&nb=50>)

### *Se professionnaliser pour être plus efficace*

- ▶ La professionnalisation améliore l'impact de l'activité sur le quartier, à ce titre elle est un critère de qualité et un indicateur à prendre en compte.
- ▶ L'expertise a été importante pour dire que c'est possible, elle a débouché sur l'embauche d'un animateur, Joël. Avec lui, on se forme au quotidien.

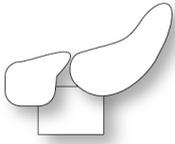
### *Se professionnaliser à travers un statut adapté*

- ▶ Localement une fois l'étape de consolidation des projets menée, on pourrait envisager un statut juridique approprié dans le cadre de notre volonté d'une démocratisation économique, une forme coopérative associant institutions et population dans la gestion du centre commercial et du quartier.

Organiser les gens, les entités, les échelles, les temps, les mots et les compétences constitue autant de points cruciaux pour le (les) porteur(s) de projets de l'économie composite. Des techniques et des savoir-faire existent pour chaque clé du trousseau : on sait généralement écouter, repérer, analyser, animer, argumenter et confier à plus compétent que soi ce que l'on ne peut pas faire. Mais cela suffit-il ?

La fertilisation croisée, l'hybridation des ressources, la mutualisation des moyens et des compétences etc., autant de pratiques pour un même objectif : être plus efficace dans des situations complexes, dynamiques et dépendantes de facteurs extérieurs non maîtrisables. La réponse de la nouvelle économie est sa force : l'intelligence collective, la mise en réseau des cerveaux. Il ne reste plus qu'à professionnaliser cette économie de l'intelligence et du savoir. D'une certaine manière, les situations agissantes créées par les Pactes Locaux (les étapes régionales) procèdent de cette nouvelle forme d'appui.

La suite logique ne peut être que décoiffante : l'action qui résulte d'un tel apport d'expériences, de pratiques et d'innovations à peu de chances d'être à l'aise dans les formats usuels, les cases habituelles. Il faut donc organiser des actions qui n'entrent plus dans les cases. Et donc faire bouger les cases.



## **ORGANISER DES ACTIONS QUI N'ENTRENT PLUS DANS LES CASES**

### **Kaloumba**

#### *Impacts*

Jeux M'Bouge" en chiffres : plus de 1500 personnes rencontrées au cours de 100 animations, une soixantaine de jeux utilisés et 16 000 kilomètres parcourus en Ludobus.

Nous sommes intervenus dans des structures nombreuses et variées (centres aérés, hôpitaux, Instituts Médicaux Educatifs, foyers de jeunes, maisons de retraite, campings, festivals, centres de vacances etc.)

### **Terroirs du monde**

Boutique : l'association tient une boutique de produits issus de l'économie solidaire (commerce équitable, Etablissement et Service d'aide par le travail, producteurs français et artistes locaux).

#### *Impact*

Plus qu'un espace de vente, la boutique est un local où les habitants du quartier des Larris peuvent venir s'informer sur le commerce équitable et l'économie solidaire.

### **RIP (exemples)**

- ▶ Un accompagnement à la scolarité aux enfants scolarisés à l'école P. Langevin (groupe de 15 enfants en classe de CE1, CE2 et CM1, accueil tous les mardis et vendredis de 16h30 à 18h30). Il s'agit de responsabiliser les enfants quant à leur scolarité, de leur donner le goût de la lecture et d'être un relais entre l'école et la maison. Des activités et des cycles sont mis en place autour du projet pédagogique réalisé par les bénévoles de l'association. Des animations ont lieu pendant les temps de loisirs et ouvrent leurs portes à davantage d'enfants.

#### *Impact*

Cette activité est, pour l'enfant, un lieu d'écoute et d'échange dans lequel il peut faire part de ses appréhensions de la vie quotidienne.

- ▶ Projet Algérie : Le but de cette action est de mettre en place un centre de formation dans les métiers de l'hôtellerie et du tourisme qui permettra à l'ensemble des femmes de Feraoun de savoir lire, écrire et compter dans la perspective de les former à un métier d'avenir dans la région et générateur de revenus. La finalité de ce projet serait de participer à l'émancipation des femmes par l'éducation ainsi que de favoriser leur autonomie par l'insertion professionnelle.

#### *Enjeux*

Le projet étant encore à ses débuts les remontées terrain relèvent de la phase de diagnostic initial. Elles sont exprimées en terme de risques :

*Risque que la population locale ne s'investisse que sur le court terme.*

Pour éviter un effet «soufflé» nous nous devons de montrer des signes forts pour mettre en lumière notre réelle envie de nous investir sur ce projet à long terme et ainsi éviter une baisse d'investissement de la part de la population locale.

*Risque que le village soit stigmatisé par les autres villages de la région.*

Comme nous l'avons indiqué en introduction, le village de Tizi fait partie des 12 villages qui dépendent de Feraoun, d'après les dires des femmes de Tizi ce projet pourrait éventuellement créer des tensions entre les villages, notamment pendant la période des élections : Ainsi, nous devons certainement relever le challenge de la lutte contre la stigmatisation.

*Risque que les politiques essayent de récupérer le projet.*

Il est également envisageable qu'en période électorale dans la région, les élus essayent de reprendre à leur compte la création du centre de formation, et ce par des mesures administratives ou en tentant de liguer la population contre nous: C'est donc qu'il faudra également relever le challenge de la communication.

*Risque que les hommes interdisent aux femmes d'aller dans le centre de formation.*

Il est envisageable que certains hommes du village aient peur de voir leurs femmes s'émanciper grâce à l'éducation ou à l'obtention un meilleur emploi: Le dernier challenge, mais pas des moindre sera alors celui de l'évolution des mentalités.

### ***Nuovo Concepto Latino***

L'association peut décider de prendre en charge un projet dès lors qu'il rentre dans le cadre des objectifs de l'association et du respect de la charte signée avec Equitess dans son manifeste.

C'est dans cet esprit qu'elle propose son soutien au développement d'une bibliothèque de quartier en Argentine ainsi que la diffusion du documentaire « Apertura de una migaja » qui traite du problème de la contamination des terres au Chili.

### ***Le collectif lui-même***

Mise en place d'un marché populaire et solidaire sur deux quartiers de la ville (novembre 2008).

#### ***Impacts***

- ▶ Les retours de la population nous confortent sur la double attente, de la population urbaine qui veut avoir accès à des produits sains et bon marché, et celles des agriculteurs des Ardennes afin de développer leur activité maraichère. Il est question de recréer des liens nord/nord qui permettent de développer et maintenir la production agricole et familiale. (<http://equitess.blogspot.com/>)
- ▶ Un an après, la formule commence à porter ses fruits : fin 2007, le nouveau pôle d'activités a inauguré un restaurant, le Macondo, tandis qu'une boutique culturelle devrait ouvrir ses portes début 2008. Porté par le collectif, le projet Equitess se concrétise.
- ▶ Développer des commerces de proximité ou repenser l'urbanisme, mais aussi des initiatives locales répondant aux évolutions sociales démographiques et culturelles selon des modalités qui ne les insèrent pas uniquement dans l'économie de Marché.

Les Etapes Régionales ne sont pas des temps d'évaluation mais plus des temps d'échanges et de débats. Pour apprécier ce qu'est vraiment l'autre économie, il faudrait avoir le retour des « *bénéficiaires* » comme le jargon des développementistes désigne tour à tour les pauvres, les femmes, les jeunes, les ménages, les chefs de famille et même les chefs de ménages (!) etc, bref les « *groupes cibles* ». Et disposer aussi d'un protocole permettant, par exemple, de vérifier si les externalités positives sur le plan social, économique et culturel ne masquent pas des externalités négatives sur l'environnement local, voire plus global. En un mot, l'autre économie est-elle *verte* ? Et si oui est-elle *durable* ?

Un survol rapide de quelques résultats, impacts, effets ou conséquences des projets de l'autre économie dessine une figure inédite. Même si le *comment on agit ?* est largement plus documenté que le *qu'est-ce que l'action a généré, produit, entraîné etc. directement ou indirectement et ce à différents niveaux et échelles ?* on note, déjà, dans le minuscule échantillonnage relevé plus haut, un inventaire à la Prévert : des animations dans des lieux nouveaux, des espaces et des temps où l'on peut se confier, des lieux où l'on se documente et s'informe - et où l'on parle aussi - des « signes forts » d'intérêt, d'implication, une vigilance sur l'importance de la solidarité entre territoires (des villages algériens en l'occurrence), une évolution des rapports homme/femme, une production agricole de proximité et de qualité, un restaurant (!), des commerces de proximité et une nouvelle conception de l'urbanisme ! Décidément, la nouvelle

économie se pense et se décrit en terme économique - ni l'une, ni l'autre mais économie tout de même - mais ce qu'elle revendique d'effets concrets la place dans le champ du développement global de communautés humaines à des échelles de bassins d'emplois, de chalandise ou de vie. Rien de moins. Alors est-ce encore de l'économie ?

Reprenons les fondamentaux : pour Wikipedia, l'économie, ou l'activité économique, est l'activité humaine qui consiste à la production, la distribution, l'échange et la consommation de produits et services. On comprend aisément que l'économie est structurellement, génétiquement, relationnelle. Et si l'on considère que ce qui est mentionné plus avant ne relève certainement pas que des *biens* et peut-être pas uniquement des *services*, alors la nouvelle économie relève AUSSI du social, du culturel, et pourquoi pas, de l'environnemental.

Qu'est-ce donc alors ? Voyons la définition du service pour la même source : un service, ou bien immatériel, est une production économique qui ne fait pas appel de manière importante à un bien tangible, mais qui « se caractérise essentiellement par la mise à disposition d'une capacité technique ou intellectuelle ». Nous y sommes : la nouvelle économie se fonde sur la notion d'échanges de services. Est-ce alors une économie *servicielle* ? Il s'agit juste, alors, de définir ces nouveaux services. Il faut donc retourner au terrain et... *chercher*.



## **ORGANISER L'INDISPENSABLE EVALUATION**

- ▶ Ces lieux et ces outils [pour identifier ce qu'il est possible de faire au niveau local, ce qui pose problème dans la réalisation d'un objectif ou d'un projet et les moyens que l'on peut se donner pour dépasser collectivement ces blocages et/ou pour imaginer un projet alternatif] ne peuvent faire l'objet de structures fixes, ils devront au contraire être construits avec les citoyens, notamment ceux que nous avons, en temps normal, le plus de mal à impliquer (jeunes, personnes les plus en difficultés etc.). C'est pourquoi ce ne sont pas des propositions finies que notre groupe de travail a avancées mais plutôt des pistes de réflexion : la création d'un observatoire des engagements comme l'a proposé Jean-François Voguet. Cette structure ne pourra cependant être mise en place sans une réflexion profonde sur les objectifs qu'elle poursuit : s'agit-il seulement d'évaluer l'action des élus ou de créer un lieu dans lequel les politiques, tout à la fois, se réfléchissent, se décident et s'évaluent ?

(Compte rendu de l'atelier de travail Démocratie - 21/01/2008 – Texte écrit par le Comité d'initiative et de soutien citoyen)  
([http://www.fontenay-ensemble.fr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=133&Itemid=97](http://www.fontenay-ensemble.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=133&Itemid=97))

- ▶ Agnès Arcier (future suppléante de notre député Patrick Beaudouin) demande d'avoir quelques précisions quant à l'impact sur les commerces traditionnels.  
Réponse de L.Gardin : il faut en attendre un effet d'entraînement. En effet les commerçants traditionnels manquent d'appui. Il n'existe pas d'association de commerçants par exemple. Lorsqu'il a discuté avec l'ancien boulanger, il a constaté qu'il aurait besoin d'un soutien.

(Le commerce équitable aux Larris, 05/06/2007 sur  
[http://www.fontenay-demain.fr/index2.php?option=com\\_content&do\\_pdf=1&id=152](http://www.fontenay-demain.fr/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=152))

- ▶ Cette journée est pour nous une étape: la présentation de notre démarche, des projets existants et à venir, vos regards, vos critiques sont pour nous des éléments d'avancée, nous souhaitons entretenir de nouveaux liens avec les partenaires qui ont répondu à notre invitation et à d'autres. Nous sommes convaincus que la mutualisation des expériences, l'ouverture aux autres, sur d'autres territoires urbains et ruraux, au niveau national et international, la mise en place d'échanges est la garantie de la réussite du projet à long terme.

(Françoise Hutinet, <http://equitess.blogspot.com/>)

- ▶ La co-responsabilité pour le bien être de tous passe par la concertation entre les différents acteurs de la société. Sans concertation comment partager cet objectif commun du bien être de tous, comment le discuter, lui donner forme, le rendre plus concret ? On le voit bien, la concertation est au cœur de la construction de la cohésion sociale : c'est par la concertation que l'on pourra transformer cet objectif en un plan d'action partagé, définir à partir de là les rôles et responsabilités de chacun, en suivre l'application, l'évaluer, le corriger, bref mettre en place un processus d'apprentissage collectif qui progressivement crée la capacité de la société à assurer le bien-être de tous.

(Mireille Godefroy, Municipalité de Mulhouse)

### ***L'évaluation est beaucoup plus qu'un bilan : une preuve donc une crédibilité donc une alternative véritable***

Fondamentalement, l'évaluation consiste à apprécier si les objectifs fixés sont totalement, partiellement ou non atteints.

Dans le cas de projet composites, si caractéristiques de la nouvelle économie, l'évaluation est plus une dynamique collective de prise de recul et d'avis partagés. L'amont du projet est collectif (en général), l'aval le sera aussi.

Pourquoi évaluer ? La demande est là, doublement légitime.

- Est-ce que ce (mon) le projet a bien atteint ses objectifs, qui sont en principe de régler certains problèmes de fractures et d'exclusion, au sens premier des termes ?
- Mais aussi : est-ce que les résultats *valent le coup* au regard des investissements matériels et immatériels et, surtout, est-ce que tout ou partie du modèle est transposable pour faire tâche

d'huile et (se) prouver que la nouvelle économie n'est pas condamnée à la niche et à l'expérimentation ?

Naturellement, l'évaluation est donc articulée à deux volets essentiels : la capitalisation et l'essaimage  
Concrètement, capitaliser et essayer c'est passer :

- du particulier au général,
- du contextuel au générique,
- de l'expérimentation à la norme,
- du hasard à la prévision,
- de l'aléatoire à l'organisé,
- du spécialisé au généraliste,
- *et bien d'autres dialogiques.*

Les étapes régionales sont-elles les prémisses de cette évaluation d'un nouveau genre, plus démarche de progrès que jugement sur arrêt sur image ?

Un regard extérieur sur un projet, une situation, est forcément subjectif. Il ne peut comparer ce qu'il perçoit de la réalité qu'à des leçons tirées d'évaluations antérieures, une expérience, des histoires singulières. Les conclusions reposent donc, la plupart du temps, sur des opinions argumentées et plus rarement sur des faits avérés et des interactions démontrées. Mais il s'agit avant tout de donner à réfléchir et non d'édicter des vérités ou des conduites à tenir.

Dans cette approche la nature de l'évaluation change. Elle est le facilitateur de l'animation de réflexions collectives pour élaborer des produits « clefs en main » tels que critères et indicateurs, organisation et usage des résultats, diffusion et recyclage. La méthodologie du Conseil de l'Europe sur les indicateurs du bien-être n'est pas autre chose.

L'évaluation de la nouvelle économie n'est donc pas un gadget technique, une ligne en bas d'un dossier de projet, un rapport au fond d'une pile : elle est au cœur d'une culture de la responsabilité, elle-même rendue absolument nécessaire par l'ambition et la portée qu'elle revendique. Une entreprise ferme. Soit. Mais un appui, un espace d'animation et d'éducation, un soutien du « fort au faible », une passerelle entre ici et la-bas, le remaillage d'une société communautarisée, émiettée, disloquée, le dépassement de l'égoïsme ? On image les conséquences de l'effondrement de ces ferments multiples, parfois subtils, de cohésion sociale, de cohérence de projets et progrès partagés, de déséquilibres réduits ? La nouvelle économie exige plus de compétences que sa cousine. De loin.

## | Montée en généralité (progressive)

### Note méthodologique

Le texte qui suit a été réalisé et restitué à chaud en début de deuxième journée de l'étape régionale. Il intégrait une bonne part des interventions en plénière, quelques éléments d'atelier et les compléments et avis de Martine Théveniaut.

Confronté aux éléments d'illustrations et aux conclusions intermédiaires de la partie précédente de ce document, ce texte garde toute sa pertinence et se trouve renforcé. Il est donc restitué tel quel.

### ***CE QUI APPARAÎT COMME STRUCTUREL (OU STRUCTURANT)***

• L'ESS est une économie mixte qui :

1. **obéit aux lois du marché** mais ne s'en satisfait pas,
2. **fait appel à des financements publics** mais peine à les capter,
3. **mobilise des ressources non monétaires** (bénévolat) mais avec des risques d'essoufflement,
4. **réunit des personnes et des structures différentes autour d'un but commun**, fédérateur, mais pas fusionnel : un projet politique partagé dans le cas d'Equitess.

• qui mixe directement ou indirectement beaucoup de sujets :

1. Les **questions urbanistiques** (enclavement de quartiers, spécialisation des quartiers, occupation de l'espace public, signalétique)
2. Les **questions de concurrence** entre structures commerciales
3. Les **questions de complémentarités** entre acteurs (à chacun son rôle), entre commerces (on a tous intérêt à ce que ça marche), entre communes (essaimage des projets et des pratiques)
4. Les **questions relatives à l'environnement** (la gestion de l'eau, les questions énergétiques)
5. Les **questions d'organisation** (un guichet unique)

• qui apporte un **nouveau sens** que les cercles dirigeants ne savent pas donner (les valeurs communes).

• qui appelle ou induit la **réciprocité** : vous nous avez sollicité, alors nous vous demandons des comptes (reconnaître à la société civile un rôle de suivi); l'association aide le collectif et le collectif aide l'association...

### ***CE QUI APPARAÎT COMME UNE VALEUR AJOUTÉE***

1. **Le décroissement** : les dalles (que l'on casse), les spécialités, les distances entre politiques publiques et petit commerce (que l'on rapproche), les logiques verticales que l'on croise avec les logiques horizontales, les entées multi-sectorielles qui obligent les collectivités publiques à des interventions institutionnelles innovantes (une délégation habitat et développement durable des quartiers)...
2. **Le travail en proximité**, ce qui renforce la cohésion et donc la capacité d'agir
3. **La créativité**, qui permet de trouver des solutions à chaque difficulté
4. **L'essaimage** : à partir d'une démarche politique d'un noyau d'acteurs, susciter l'adhésion et l'intérêt d'une audience plus large (les clients de la boutique solidaire, l'ensemble du conseil municipal pour voter une expertise ou des crédits)
5. **La mutualisation des ressources et les partenariats** avec plusieurs structures, dont les collectivités territoriales, dans une logique de co-construction (engagements réciproques)
6. **L'équilibre** entre le volet économique et le volet social de l'action
7. **Les circuits courts** entre producteurs et consommateurs

## ***CE QUI APPARAÎT COMME IMPORTANT***

1. **Partir des réalités**, des besoins locaux, des demandes, des aspirations, – au bien-être, au mieux vivre ensemble, au faire ensemble... - ce qui inverse la logique (elle devient « remontante ») et place l'habitant au cœur du dispositif. L'économie c'est d'abord fait pour satisfaire les besoins humains.
2. **Bien connaître les réalités du territoire** par un diagnostic mais aussi par une circulation d'informations entre acteurs, structures et territoires (exemple de la coopération) avec la nécessité de la transparence
3. **Constituer un groupe d'acteurs motivés**, solides, ayant des affinités fortes (être du même territoire)
4. **Clarifier les rôles et les statuts de chacun** : le ou les porteurs de projets, les bénévoles, les salariés, les relais et les interfaces, importantes pour parler et pour passer d'un niveau d'organisation à un autre
5. **Réinvestir massivement les bénéfiques** dans le développement du projet, de l'entreprise (pas ou peu d'accumulation non productive)
6. **Sensibiliser, informer**, par exemple les services administratifs mais aussi le plus grand nombre de personnes pour faire du thème un support d'éducation intergénérationnelle ou pour faire comprendre les enjeux des nouveaux concepts socio-économiques
7. **Former et accompagner** le ou les porteurs de projets, professionnaliser tout en gardant la vision et l'esprit militant
8. **S'assurer d'une certaine durée** pour que le projet se développe à son propre rythme en gardant sa cohérence interne, pour garantir un appui (dans les actions de coopération)
9. **Sortir de sa coquille**, de son local, de son quartier - se confronter à d'autres expériences régionales, nationales, européennes, étendre sa propre dynamique pour dynamiser tout un quartier, s'orienter vers les écoles et les enfants... -.
10. **Apprendre à communiquer** avec les mots, les termes techniques, qu'il faut pour que l'on soit entendu par chaque public - une administration, une réunion qui nécessite de libérer sa parole
11. **Travailler avec une démarche**, une méthodologie, des outils : depuis la formation à la gestion jusqu'au co-diagnostic d'un territoire (de coopération) en passant par les regards homogènes (monochromes) et croisés (arc en ciel) sur des questions sociales, économiques ou de société, les conventions territoriales
12. **Pérenniser** le projet ou ses impacts et ce à différents échelons

## Intuition finale

Pour Equitess, la voie est toute tracée : le caractère pionnier de l'initiative devrait se retrouver dans sa gouvernance technique, le pilotage du projet. Ce pilotage devrait, sur une base de transparence, incorporer une opération grandeur nature d'évaluation continue de l'ensemble des facteurs qui favorisent ou handicapent, chez nous mais aussi en Europe et ailleurs, le basculement vers la nouvelle économie.

Equitess est un laboratoire du passage d'un collectif d'acteurs à un acteur collectif. Il devrait être aussi un laboratoire des modalités et des facteurs favorables et handicapants pour ce passage. A l'observatoire des engagements devrait être accolé un laboratoire des conditions de réalisation des engagements.

Quel est le débat ?

### Le premier point

Il ne suffit plus d'affirmer une position, un changement de vocabulaire, une attitude en marge (pour le bien naturellement). Mais l'efficacité ? L'époque actuelle exige des innovateurs et de leurs relais autre chose que la l'affirmation, fondée sur une intime conviction, de *faire mieux parce que l'on fait autre chose.*

Le but de la nouvelle économie peut-il se résumer à cette phrase (05/06/2007) : « En conclusion il faut noter que ces structures [*celles qui composent Equitess*] ont permis la création d'emplois, aidés certes, mais qui sont de vrais emplois. Il y a en France 1,8 millions d'emplois de ce type ce qui n'est pas négligeable. » ?

A l'évidence non.

([http://www.fontenay-demain.fr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=152&Itemid=59](http://www.fontenay-demain.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=152&Itemid=59))

Allons plus loin en comparant le cas de deux restaurants à travers les présentations en ligne sur internet.

Dans le premier cas (Macondo), il s'agit d'une information internet de format classique.

Dans le second cas, il s'agit de la conclusion d'un travail d'analyse de la RSE des Orangeries de Lussac (proche de Montmorillon dans le Poitou).

Le restaurant Macondo est le 1er prix CréaRIF 2008.

Macondo est un restaurant associatif qui propose des menus inspirés des pays d'Amérique du Sud, cuisinés avec des produits du commerce équitable. Ce restaurant, porté par le collectif associatif Equitess, est implanté dans le centre commercial des Larris à Fontenay-sous-Bois.

Peu à peu déserté par les enseignes classiques, ce dernier contribue à redonner vie à ce quartier à travers des animations ouvertes sur le monde.

(<http://old.atelier-idf.org/crearif/laureats-crearif-2008/macondo-laureat-crearif-2008/>)

Les Orangeries de Lussac (hôtel-restaurant)

L'innovation tient ici au croisement entre :

- une démarche de restauration de qualité gastronomique à partir des produits de terroir,
- une politique de mise en valeur du contexte culturel de cette gastronomie,
- une préoccupation sociale,
- une politique d'achats rigoureuse.

Cette dernière a pour principales caractéristiques de privilégier :

- la provenance locale (moins de 30 km),
- les principes de production durables (sans pesticides ni engrais chimiques...),
- les petites exploitations qui pérennisent les savoir-faire traditionnels
- une distribution en direct (circuits courts),
- des partenariats long terme qui sécurisent productions et approvisionnements.

La finalité est de contribuer à une économie durable du territoire Montmorillonnais. A sa mesure et directement et indirectement, les Orangeries de Lussac est un acteur exemplaire.

(<http://www.tropheesdutourismeresponsable.com/nomines-projet-HDDB467fb99dd23d0.html#bilan>)

Au vu des énoncés, y a-t-il, au fond, de si grandes différences entre ces deux entreprises ?

Si oui, en faveur de qui ?

Et est-ce que cette différence se rattacherait aux notions de projet individualisé pour les Orangeries et de projet singulier<sup>1</sup> pour Macomdo ?

La différence, la valeur ajoutée de l'autre économie ne saute pas aux yeux si l'on considère seulement ces quelques éléments de présentation (toutefois pas au même niveau, il faut le reconnaître - l'un provient d'un document téléchargeable, l'autre de la page d'accueil du site internet).

Mais si l'on est convaincu que la RSE d'une entreprise de l'économie conventionnelle a moins de sens, d'intérêt, de potentiel et surtout d'envergure que l'autre économie - mixant économie publique, économie marchande et économie non-monnaire (Martine Théveniaut) - il reste à le montrer, l'explicitier, le prouver.

Cette politique de la PREUVE est la clé du basculement des prototypes et des opérations confinées à une contamination plus ou moins profonde de l'économie conventionnelle. Les effets de cette contamination ne sont d'ailleurs pas forcément prévisibles : on peut faire l'hypothèse qu'ils seront directs, indirects mais aussi diffus, avec des résurgences inattendues. Une politique de la preuve devrait logiquement remettre la question du sens et de l'éthique au premier plan. Il reste à espérer que le déclin de l'industrie financière et de ses paroxysmes en soit un dommage collatéral salutaire.

A n'en pas douter cette dimension supplémentaire de la nouvelle économie fera la différence, reconnue comme telle et souhaitée comme telle. Elle fera apparaître des valeurs ajoutées considérables - l'inversion des finalités (l'entreprise est le moyen pas la fin) l'intelligence collective, les pratiques de solidarité, le sens d'un intérêt plus général, les dimensions sociales et sociétales parties intégrantes du projet, l'inscription dans le long terme, etc.- et l'évidence que l'éventail des bénéfices est au final une économie de moyens et de ressources. Par ces temps de rétrécissement des stocks de toutes les ressources autres que les biens qui se multiplient en se partageant - la connaissance, la culture, l'éducation, l'informatique, l'intelligence collective etc. -, ce serait un argument décisif.

### **Le deuxième point**

C'est le corollaire du premier. Il s'agit de définir un projet de recherche-action conduisant à l'évaluation des conditions de faisabilité de la « démocratisation en profondeur de l'économie ».

L'hypothèse dans ce cas est que Equitess, comme les acteurs innovants des autres étapes régionales du processus Pactes Locaux/LUX'09 (et bien d'autres également), représentent effectivement cette nouvelle économie.

**L'analyse rigoureuse des conditions d'émergence, d'existence, d'extension et d'essaimage<sup>2</sup> de ces projets singuliers s'avèrerait particulièrement édifiante pour peu que soit intégrée une compétence en communication grand public des résultats de cette étude.**

### **La fameuse « communication »...**

Esther Duflo, 36 ans, économiste, nouvelle titulaire de la chaire « Savoir contre pauvreté » au Collège de France, lors de son discours inaugural :

« Je vais m'attacher à montrer le rôle possible de l'économie dans la lutte contre la pauvreté, en présentant la méthode expérimentale en économie du développement. Cette approche privilégie l'expérimentation créative : elle part du principe qu'il est possible d'améliorer la politique économique et sociale en essayant de nouvelles approches et en tirant les leçons de leurs succès et de leurs échecs. Les politiques de lutte contre la pauvreté sont évaluées avec la rigueur des essais cliniques. Idées

<sup>1</sup> Le projet individualisé prétend plutôt produire de l'ordre, de la maîtrise, des résultats, des acquisitions, ensemble d'éléments nécessaires à l'incontournable apprentissage de la socialisation. C'est la notion de progrès qui est dans ce cas visé.

Le projet singulier tend plutôt à créer du désordre (Alter, 1990), de la non-maîtrise, de la protestation (Laville, 1995, p. 22), de l'élaboration de la pensée par un système d'interactions constitutif du processus d'humanisation. C'est le concept de développement de la personne qui est dans cette perspective travaillé et attendu. (Robert Daujam & Alain Roucoules, Le projet singulier : entre prêt-à-porter et sur mesure, CAIRN, EMPAN 2002- 1 (n°45))

<sup>2</sup> A noter que l'évaluation des conditions d'existence est largement la plus documentée (évaluation des contrats urbains de cohésion sociale)

nouvelles et solutions anciennes sont évaluées sur le terrain, ce qui permet d'identifier les politiques efficaces et celles qui ne le sont pas. Ce faisant, nous améliorons notre compréhension des processus fondamentaux qui sont à l'origine de la persistance de la pauvreté. Science et lutte contre la pauvreté se renforcent ainsi mutuellement. »

(voir la méthodologie de l'approche expérimentale sur

[http://www.college-de-france.fr/default/EN/all/cha\\_int/pauvrete\\_et\\_developpement\\_d\\_\\_4.jsp](http://www.college-de-france.fr/default/EN/all/cha_int/pauvrete_et_developpement_d__4.jsp))

Changeons « lutte contre la pauvreté » par « lutte contre l'exclusion » ou, mieux encore « soutien à l'inclusion » et la feuille de route est écrite !

Dans notre cas, on pensera à un questionnement qui devrait aboutir, par exemple, à :

- ▶ La caractérisation et la valorisation des externalités positives de la « démocratisation de l'économie en profondeur » (Françoise Hutinet) ;
- ▶ L'identification des contributions actuelles ou potentielles, en lien avec les économistes et les sociologues : informations à produire, indicateurs à définir ;
- ▶ Une réflexion sur la mise en place de mécanismes de rémunération de ces contributions ;
- ▶ L'identification des appuis à l'émergence d'interactions institutionnelles pour la mise en place de ces mécanismes ;
- ▶ L'identification des conditions d'émergence de projets composites dans/sur les territoires : en approfondissant la question de l'acceptabilité territoriale (concurrences/complémentarités spatiales etc.) et de leur durabilité ;
- ▶ L'évaluation des conditions d'émergence et de l'impact social, économique et culturel (construction d'indicateurs) des innovations de la nouvelle économie, à des échelles différentes (entreprise, projet, territoire).

### **Le troisième point**

C'est une fenêtre qui s'ouvre. Il porte sur le déconfinement de l'autre économie par la méthode de la fertilisation croisée. L'innovation et le sens de l'intérêt collectif ne sont pas l'exclusivité des innovateurs du camp vertueux face aux conservateurs du camp coupable.

Dans les deux camps, chez certains, l'ouverture au territoire est réelle.

Dans les deux camps, chez certains, les pratiques de concertation existent et le souci des externalités est vérifiable.

Dans les deux camps, chez certains, on a le souci de progresser, de s'ouvrir, de fréquenter d'autres cultures, d'autres modes de pensée.

Aujourd'hui, sous la poussée d'une exigence de qualité, de respect (de l'environnement), voire de sens, de la part des usagers, clients, consommateurs, acteurs et citoyens – chacun d'entre nous alternativement - un espace de continuité s'ouvre entre les innovateurs des deux camps.

Equitess, avec les Pactes Locaux et poursuivant la dynamique de LUX'09 pourrait être partie prenante de ce mouvement synergique.

### **Le quatrième point**

Mais n'y a-t-il pas, au fond, un risque de faire fausse route ? Ne manque-t-il pas, dans l'analyse, un élément essentiel sans lequel toutes les constructions les plus savantes, les stratégies les plus subtiles et la ténacité la plus tenace ne constituent qu'un cautère sur une jambe de bois ? de la figuration intelligente à la périphérie ?

- « Le centre commercial des Larris est en difficulté depuis plusieurs années et il semble nécessaire d'essayer de le relancer, dans un contexte difficile tant de pouvoir d'achat que de proximité de Auchan. »
- « Les commerces qui ne marchent pas s'en vont. Et ceux qui marchent s'en vont aussi »

Pourquoi cette situation ?

Comment peut-on espérer résoudre le problème sans une analyse de sa (ses) cause(s) ?

A l'examen des textes, des sites internet ou des échanges de l'Etape Régionale n°4, on n'aborde pas le sujet. On ne justifie pas. On est dans le « comment ? » voire dans le « pour quoi ? », jamais dans le « pourquoi ? ».

L'explicitation des raisons semble pourtant une nécessité. N'est-ce qu'un problème de vieillissement ? De manque d'entretien ? Pourquoi les commerçants sont-ils partis ?

Si la réponse s'énonce ainsi : « Il [*cet effort pour les quartiers*] concerne à la fois l'aménagement des espaces publics, et l'accessibilité des ensembles d'habitations collectives, l'amélioration de l'offre de services publics et commerciale, la réhabilitation des logements et la gestion urbaine de proximité, pour une meilleure qualité de vie des habitants<sup>3</sup> » on voit que les causes sont certainement multiples et croisées. Faut-il pour cette raison ne pas en parler ? L'autre économie n'est-elle que le corollaire, l'adjuvant, de politiques publiques défailtantes soudainement remises sur pied sous la pression de l'opinion ?

L'approche systémique ne concerne pas seulement l'aval d'une intention, d'un projet. Elle est aussi en amont et devrait conduire à analyser plus finement les causes des situations que la nouvelle économie est supposée régler. La nouvelle économie a probablement une dimension insoupçonnée : **elle est un révélateur de dysfonctionnements économiques, sociaux et sociétaux. Elle est une jauge de la responsabilité individuelle et collective d'une société.**

---

<sup>3</sup> (<http://www.patrickbeaudouin.com/article-7376318-6.html>)